



Echos du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale • UNOCA • Bulletin trimestriel d'information



François Louncény Fall :

« Tous les pays de la région doivent faire plus afin de s'assurer que le processus électoral est transparent »



Photo ONU / Eskinder Debebe

■ A l'issue de la présentation au Conseil de sécurité du 12^e rapport du SG de l'ONU sur la situation en Afrique centrale, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de l'UNOCA, M. François Louncény Fall, s'était confié à Afrique Renouveau, principale publication de la section Afrique du Département de l'information de l'ONU. Nous publierons l'intégralité de cette interview réalisée par Franck Kuwonu et parue dans l'édition d'Août-Novembre 2017 (Vol. 31. No 2). Voir page 3.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

- TOURNOI DE FOOT
- EXPOSITION
- DEBATS

DOSSIER PAGES 4 - 8



Le Représentant spécial était en visite de travail à São Tomé-et-Príncipe du 7 au 10 août 2017



Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), M. François Luncény Fall, a effectué une mission officielle à São Tomé-et-Príncipe du 7 au 10 août 2017.

Cette mission lui a permis d'échanger avec les hautes autorités santoméennes, les leaders des principaux partis politiques, des représentants des ONG ainsi qu'avec les collègues du Système des Nations Unies. Avec le Président Evaristo Carvalho, M. Fall a abordé les questions d'intérêt commun et réitéré la disponibilité de l'ONU à continuer à soutenir les efforts de développement du gouvernement.

Cette mission entrait dans le cadre d'un programme de visites de familiarisation et de travail dans les onze pays d'Afrique centrale couverts par l'UNOCA. Avant Sao Tome et Principe, il était au Burundi du 09 au 12 juillet 2017.



François Fall : « tous les pays de la région doivent faire plus afin de s'assurer que le processus électoral est transparent »

A l'issue de la présentation au Conseil de sécurité du 12e rapport du SG de l'ONU sur la situation en Afrique centrale, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de l'UNOCA, François Louncény Fall, s'est confié à Afrique Renouveau, principale publication de la section Afrique du Département de l'information de l'ONU. Nous publions l'intégralité de cette interview réalisée par Franck Kuwunu et parue dans l'édition d'Août-Novembre 2017 (Vol. 31. No 2), pages 28-29.

Afrique Renouveau : deux problèmes semblent à l'origine de la situation actuelle [en Afrique centrale] : la violence liée au terrorisme et les élections contestées. N'est-ce pas inquiétant ?

M. Fall : Très certainement ! La région d'Afrique centrale est particulière pour plusieurs raisons. D'abord, la Communauté économique des états de l'Afrique centrale (CEEAC) n'a pas réussi à jouer efficacement son rôle de médiateur, en dépit de la réforme en cours. Ensuite, pratiquement toutes les élections dans la région, ou tout du moins sept d'entre elles l'an dernier, ont été controversées. Cela a engendré de nombreux problèmes que nous tentons de résoudre. La tâche est immense alors que certains pays s'approprient à tenir des élections législatives.

Si vous ajoutez les manifestations des Anglophones au Cameroun, la révolte armée dans la région du Pool en République du Congo et des problèmes similaires dans d'autres pays, la situation est de toute évidence préoccupante. En outre, la situation économique est inquiétante. La chute des prix des matières premières et du pétrole a eu un impact très négatif.

Le Tchad, pays producteur de pétrole, est-il l'un des pays touchés ?

Pas seulement le Tchad, mais le Congo et le Gabon aussi. L'an dernier, les membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) ont convenu de travailler avec le Fonds monétaire international (FMI) pour stimuler leurs économies. Le Tchad et le Gabon semblent aller mieux, mais la région traverse une période difficile. Si l'on inclut l'impact des activités de Boko Haram au Cameroun et au Tchad, on peut dire que la région fait face à de grands défis.

Comment se fait-il que tous ces problèmes semblent survenir au même moment ?

On peut l'expliquer par le fait qu'il n'y ait pas eu de vrais changements politiques dans la région. Les élections demeurent controversées et les économies sont faibles – ceci peut créer toutes sortes de problèmes.

Pourquoi toutes les élections dans la région sont contestées d'après vous ?

Tous les pays de la région doivent faire plus afin de s'assurer que ceux qui organisent les élections remplissent correctement leur mission et que le processus électoral est transparent. Par le passé, nous avons assisté à des élections largement contestées, mais des progrès ont eu lieu au Congo et au Gabon où les partis d'opposition et le gouvernement se sont engagés dans un dialogue. Nous conseillons aux partis d'opposition de ne jamais dédaigner une occasion de parler avec le gouvernement. Le dialogue offre une chance de réformer le processus électoral, mais rien ne changera si les partis d'opposition refusent de prendre part aux discussions.

Outre la promotion du dialogue, comment le Bureau de l'ONU en Afrique centrale participe-t-il aux efforts de résolution des conflits ?

Nous proposons nos services et notre expertise. Nous contribuons au renforcement des capacités de médiation de la CEEAC dans chacun de ses pays membres, en particulier auprès d'organisations de femmes, d'associations de jeunes et d'autres groupes de la société civile.

Pour revenir à la sécurité, la persistance de l'Armée de résistance du seigneur [LRA] au Nord de l'Ouganda demeure un problème qui a des conséquences pour la région. Jusqu'à récemment, il existait une coalition militaire internationale qui semble sur le point de s'effondrer. Les Etats-Unis se sont retirés et d'autres pays font de même. Comment en est-on arrivé là ?

Nous avons dit au Conseil de sécurité notre grande inquiétude quant au vide laissé par le départ des troupes ougandaises et des Forces spéciales américaines dans certaines zones de la République centrafricaine. Ce vide pourrait attirer d'autres groupes armés et miner les efforts de paix. Nous avons proposé au Conseil d'étudier la possibilité de déployer les troupes de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation de la République centrafricaine (MINUSCA) pour combler ce vide tout en travaillant au renforcement des capacités de l'armée qui pourrait



Photo ONU / Eskinder Debebe

▲ « Nous conseillons aux partis d'opposition de ne jamais dédaigner une occasion de parler avec le gouvernement. Le dialogue offre une chance de réformer le processus électoral, mais rien ne changera si les partis d'opposition refusent de prendre part aux discussions ».

prendre ensuite le relai.

Cela est-il réaliste ?

C'est réaliste, car chacun sait et comprend qu'il existe un risque, une véritable menace pour la paix et la sécurité dans la région.

Depuis que les Forces spéciales américaines se sont retirées, les troupes ougandaises et d'autres alliés les suivent. Pourquoi ?

Je crois que les forces ougandaises s'en vont car [la LRA] n'est plus une menace pour le gouvernement ougandais. [La LRA] n'est peut-être plus une menace pour le gouvernement ougandais, c'est une menace pour la paix et la stabilité de la région. [La LRA] est toujours active et perpétue des actes de violence contre les civils, notamment les femmes.

Dans combien de temps pensez-vous que le vide laissé par le

départ des troupes sera comblé ?

Nous travaillons activement avec la MINUSCA pour que ce soit le plus rapidement possible. Le commandant de la force m'a garanti qu'il y travaillait.

Les groupes armés peuvent-ils profiter de la situation ?

Il y a plusieurs groupes armés, pas seulement [la LRA], dans la région frontalière des trois pays que sont la République démocratique du Congo, le Soudan du Sud et la République centrafricaine. Malheureusement, aucun de ces trois pays ne contrôle cette zone et n'importe quel groupe rebelle est susceptible de s'y installer.

Comment évaluez-vous le travail mené par l'ONU dans la région ?

C'est un travail conséquent. Prenez les élections par exemple. Même si j'ai dit plus tôt que les élections dans la région suscitaient beaucoup de problèmes, nous travaillons étroitement avec tous les partis politiques pour éviter la violence. Nous voulons renforcer les capacités de la CEEAC en terme de diplomatie préventive. La CEEAC a un rôle à jouer dans le maintien de la paix et de la sécurité entre ses membres, nous aidons donc l'organisation à améliorer ses capacités dans ce domaine.

Lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur : une délégation de l'UNOCA en RCA

Une délégation de l'UNOCA composée du Colonel Cheik Tidiane Mbodji (Conseiller militaire principal), de la Commissaire Irène Gaga (Conseillère principale Police) et de Mme Léocadie Nahishakiye (Conseillère politique/Point focale LRA et groupes armés), a séjourné à Bangui puis à Obo (République centrafricaine/RCA) du 23 au 30 juillet 2017. Cette mission leur a permis de faire une évaluation et une analyse de la situation sécuritaire suite au départ des troupes ougandaises et des forces spéciales américaines qui y contribuaient à la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA).

Ils ont observé et noté que le désenclavement d'Obo, ville située à plus de 1200 km à l'Est de la capitale, fait partie des priorités gouver-

nementales. Ils estiment qu'il est cependant urgent d'y déployer des forces de l'Union africaine, en attendant le renforcement des capacités de celles des FACA (Forces armées centrafricaines) - auxquelles il faudrait par ailleurs donner des moyens nécessaires pour répondre efficacement à la menace de toutes les forces négatives présentes dans cette zone, y compris la LRA.

Au-delà des questions sécuritaires, une crise humanitaire latente est palpable dans cette région où la situation alimentaire est aussi très critique. Les populations, qui redoutent les attaques des éléments de la LRA, ne vont plus dans leurs champs. Elles sont ainsi exposées à de nombreux risques qui exigent une intervention en amont.

Une aspiration commune à mettre fin aux souffrances inutiles causées par les conflits armés



Au cours de la semaine, des débats, des réflexions et des campagnes de sensibilisation du public ont permis de mettre un accent sur la place primordiale des femmes dans les processus de paix ainsi que sur le rôle des médias et des jeunes dans la construction et la consolidation de la paix. L'importance de la prévention des conflits a également été soulignée.

Le Secrétaire général des Nations Unies a rappelé ces enjeux majeurs dans un message publié cent jours avant l'événement, et lu le 21 septembre 2017 par Docteur Sambo Hama Boureima (Représentant résident de l'OMS) lors de la cérémonie officielle au Sénat gabonais – présidée par Mme Clotilde Chantal Mboumba Louey (Ministre déléguée auprès du Premier Ministre, chargée de la Décennie de la Femme, de l'Egalité des chances et de l'Investissement humain). Cette Journée « incarne notre aspiration commune à mettre fin aux souffrances inutiles causées par les conflits armés. Elle se veut l'occasion, pour les peuples du monde, d'honorer les liens qui les unissent, quelles que soient leurs origines », indique M. António Guterres. « Chaque 21 septembre, l'ONU appelle à un cessez-le-feu mondial de 24 heures, dans l'espoir qu'un jour de paix soit suivi d'un deuxième, puis d'un troisième, et qu'à terme, les canons se taisent pour de bon », précise-t-il.

La Journée internationale de la paix, déclarée par l'Assemblée générale des Nations Unies, est célébrée à travers le monde le 21 septembre de chaque année. Elle vise à renforcer l'idéal de paix tant au sein des pays qu'entre les pays eux-mêmes. Le thème retenu en 2017 répond à cet idéal : « Ensemble pour la paix : respect, dignité et sécurité pour tous ».

Au Gabon, plusieurs manifestations ont été organisées par le Système des Nations Unies dans le cadre d'une « Semaine de la paix » intégrant les activités de plusieurs partenaires, y compris les organisations de la société

civile. Les activités ont été lancées au Sénat le 18 septembre avec le « Forum de la Paix et du développement durable » initiée par le Groupe de travail des femmes leaders pour la culture de la paix (GTFLEPS-Gabon). De nombreuses autres ONG ont contribué au succès de cet événement. Il s'agit notamment de l'Association solidarité internationale des femmes (A'SOIF); de la Dynamique des femmes leaders pour la paix; du Pan African Youth Network for Culture of the Peace (PAYNCOP); du Réseau des femmes sénateurs du Gabon (REFESEG), du Réseau national des femmes députés

(RENAFED), du Réseau régional des médias pour la paix et la sécurité en Afrique centrale, de « l'ONG Malachie » etc.

Au cours de la semaine, des débats, des réflexions et des campagnes de sensibilisation du public ont permis de mettre un accent sur la place primordiale des femmes dans les processus de paix ainsi que sur le rôle des médias et des jeunes dans la construction et la consolidation de la paix. L'importance de la prévention des conflits a également été soulignée.



Tournoi de la Paix : le football pour promouvoir un monde sans violence

La quatrième édition du Tournoi de la Paix qui s'est déroulée le 23 septembre 2017 au stade de l'Institut sous-régional multi-sectoriel de technologie appli-

aux Sapeurs pompiers (1-0). Les deux formations étaient arrivées en tête de leur poule respective (A et B) avec 9 points et 6 points.

Ministère de la Justice, Garde des Sceaux, chargé des Droits humains et le Système des Nations Unies, ont également pris part à ce mini-championnat de football

débats et des réflexions autour du thème de cette année, « Ensemble pour la paix : respect, dignité et sécurité pour tous ».

Plusieurs organismes, parmi lesquels l'UNOCA et la CEEAC, avaient intégré et fait confiance aux femmes dans leurs effectifs. Une jeune dame du Centre d'accueil Arc-en-ciel a donné le coup d'envoi de la compétition, dont la direction était assurée par un trio arbitral comprenant également une femme. La dimension genre a donc été respectée une fois de plus dans ce Tournoi. Le spectacle était au rendez vous, malgré l'état de la pelouse arrosée par une pluie capricieuse.

Esprit de fraternité

Hommes, femmes et jeunes se sont en effet retrouvés dans une ambiance conviviale pour célébrer, dans la communion et la fraternité, la paix comme valeur universelle sans laquelle il serait impossible d'envisager un développement durable. Dans son mot de bienvenue, Dr. Boureima Hama Sambo, Représentant résident de l'OMS, qui parlait au nom du Système des Nations Unies, a insisté sur cet enjeu. Il a salué l'engouement autour du Tournoi, en précisant qu'il s'agissait aussi d'une « occasion de sensibiliser l'opinion nationale et internationale, en particulier les jeunes, sur l'importance du fair-play, du dialogue, de la tolérance ainsi que du respect de la diversité et des droits de l'homme dans la promotion d'un monde sans violence ».

Initié en 2013 par l'UNOCA, le Tournoi de la Paix est organisé avec l'appui de l'ensemble du Système des Nations Unies au Gabon. Il est ouvert aux institutions reconnues pour leur rôle dans la promotion de la paix, de la sécurité et de l'intégration régionale. La participation se fait sur invitation ou à la demande des institutions concernées (après avis favorable des organisateurs). Le Tournoi obéit à un principe fondamental : il y a certes un vainqueur, mais il n'y a pas de vaincu. C'est pourquoy toutes les équipes reçoivent une récompense, notamment un trophée original à base de la pierre de « Mbigou » surplombé d'une colombe, symbole de la paix. Même si le trophée du champion est plus grand que les autres, cela ne change rien à l'esprit de partage, de tolérance et de solidarité qui caractérise le Tournoi.

En dehors des trophées, tous les participants ainsi que les étudiants de l'ISTA ont aussi reçu des ballons mis à la disposition de l'UNOCA par la Confédération africaine de football (CAF).

Gabon Télévision, les Sapeurs pompiers et les Forces de police nationale ont été respectivement champions des éditions 2013, 2014 et 2015. Pour des raisons pratiques, le Tournoi n'a pas eu lieu en 2016.



Photo UNCG



quée, de planification et d'évaluation de projets (ISTA/CEMAC) à Libreville a été remportée par les Forces de police nationale face

La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) ; les Eléments français au Gabon ; Gabon Télévision ; le

organisé dans le cadre de la Journée internationale de la Paix - dont la célébration avait commencé lundi 18 septembre avec des

Animation du Tournoi et de l'exposition : des organisations de la société civile au coeur de l'événement

L'exposition organisée en marge du Tournoi de la paix a mobilisé et attiré un grand nombre de visiteurs, y compris des personnalités importantes. Elle a permis aux participants de montrer et d'expliquer au public ce qu'ils font pour contribuer à un monde meilleur où règnent la paix et la sécurité. Outre les Agences, Fonds et Programmes du Système des Nations Unies, la CEEAC a une fois de plus répondu présente à ce grand rendez-vous. Le Responsable de la Communication de cette institution et ses collègues ont bénéficié de l'accompagnement de deux hauts fonctionnaires, notamment les Secrétaires généraux adjoints en charge du Département Intégration physique, économique et monétaire (Mme Marie Chantal Mfoula) et du Département Programmes, Budget, Administration et Ressources humaines (M. Tabu Abdallah Manirakiza). Leur passage dans les stands a été très apprécié tout comme celui du Général Charles de Kersabiec, Commandant les éléments français au Gabon.

L'une des innovations cette année était la présence remarquable des organisations de la société civile dans l'animation du Tournoi et de l'exposition. Un groupe d'enfants mobilisés par l'Association solidarité internationale des femmes (A'SOIF) a procédé à un lâcher de ballons impressionnant. Une invitation à la paix et à l'apaisement, qui cadre également avec la démarche de la chorale « Les voix du chœur », très applaudie après l'exécution d'une hymne à la paix. L'orchestre de « l'ONG Malachie » a participé à ce moment intense et joyeux en proposant un répertoire bien choisi et adapté à l'événement.

Comme les années précédentes, des centres d'accueil pour enfants en difficultés y ont été invités afin de témoigner de l'attention soutenue que les Nations Unies accordent à leur situation ainsi que de leur détermination à combattre les inégalités sociales.

L'une des innovations cette année était la présence remarquable des organisations de la société civile dans l'animation du Tournoi et de l'exposition. Un groupe d'enfants mobilisés par l'Association solidarité internationale des femmes (A'SOIF) a procédé à un lâcher de ballons impressionnant. Une invitation à la paix et à l'apaisement, qui cadre également avec la démarche de la chorale « Les voix du chœur », très applaudie après l'exécution d'une hymne à la paix. L'orchestre de « l'ONG Malachie » a participé à ce moment intense et joyeux en proposant un répertoire bien choisi et adapté à l'événement.



Le Tournoi de la Paix en quelques images





2E RETRAITE UNOCA/CEEAC : état des lieux prospectif de la coopération entre les deux institutions

La deuxième retraite conjointe UNOCA/Secrétariat Général de la CEEAC a eu lieu du 20 au 21 juillet 2017, à Akouango Village (Cap Santa Clara), à une quinzaine de kilomètres au nord de Libreville. Cette rencontre a permis d'examiner l'état de la collaboration et de la coopération entre les deux institutions, y compris dans le domaine de la communication. Les participants ont procédé à une évaluation critique essentiellement basée sur des points précis en rapport avec leurs mandats respectifs.



Nations Unies à la CEEAC en matière de diplomatie préventive et de médiation ainsi que sur les modalités de la mise en œuvre de

investir et s'investir dans l'édification d'un espace de paix, de sécurité et de stabilité, notamment à travers la prévention et la gestion des conflits, la gouvernance démocratique et électorale, la sécurité maritime et la lutte contre le terrorisme.

Pour sa part, l'UNOCA a réitéré sa détermination à renforcer le partenariat avec la CEEAC et la collaboration avec la société civile. La densification des relations de l'UNOCA avec les organismes onusiens en Afrique centrale a été aussi relevée, compte tenu de son rôle de coordination des actions du système des Nations Unies dans la sous-région. L'implication des femmes dans les processus de paix et dans la promotion de la sécurité est également inscrite au cœur des priorités de l'UNOCA.

A l'issue des discussions, la CEEAC et l'UNOCA ont décidé de réviser leur Plan d'action 2017 afin d'y inclure de nouvelles priorités, d'élaborer un programme à long terme et d'organiser dans les meilleurs délais une réunion technique afin de finaliser le Plan d'action. Cette feuille de route devrait être présentée aux Chefs des deux institutions en janvier 2018.

Concluant les travaux, MM. Ahmad Allam-mi (Secrétaire Général de la CEEAC) et François Lounécny Fall (Représentant spécial du Secrétaire général, Chef de l'UNOCA), ont salué la qualité des recommandations. Ils ont également réaffirmé leur disponibilité à continuer à œuvrer pour que leur coopération se renforce et se diversifie davantage.



En dehors de l'analyse du contexte géostratégique de la sous-région, l'accent a été notamment mis, entre autres, sur l'appui des

la stratégie sous-régionale de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes légères et de petit calibre en Afrique centrale.

déroulé leurs priorités stratégiques. Dans ce dernier chapitre, la CEEAC a révélé que pendant la période 2016 - 2020, elle entend

A l'issue des discussions, la CEEAC et l'UNOCA ont décidé de réviser leur Plan d'action 2017 afin d'y inclure de nouvelles priorités.



UNOCA-CEEAC : DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES POUR LE RESTE DE L'ANNEE 2017

La retraite conjointe UNOCA-CEEAC a permis d'identifier les secteurs stratégiques dans lesquels les deux institutions s'investiront avant 2018 : les questions électorales ; la révision des textes et la réforme du COPAX ; la diplomatie préventive et la médiation ; le renforcement des capacités en matière des droits humains et du genre ; l'appui à l'Initiative Africaine pour la Paix et la Réconciliation en RCA, y compris la Feuille de Route adoptée à cet effet ; la lutte contre Boko Haram, conformément à la nouvelle Résolution 2349 du 31 mars 2017 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.



CEEAC – CEDEAO : un atelier interrégional à Abuja pour renforcer les échanges d'expériences et de bonnes pratiques



mobilisation des ressources.

Cette activité a rassemblé 40 membres du personnel de la CEEAC et de la CEDEAO ainsi que ceux de l'UNOCA, de l'UNOWAS, du Département des Affaires politiques (Unité de soutien à la médiation des Nations Unies), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du Réseau ouest africain pour la consolidation de la paix.

A l'issue des travaux, plusieurs recommandations importantes ont été formulées. Les participants ont notamment souligné la nécessité pour la CEEAC et la CEDEAO de formaliser leur partenariat à travers un mémorandum d'entente. Ils ont aussi insisté sur l'institutionnalisation d'une coopération quadripartite entre la CEEAC, la CEDEAO, l'UNOCA et l'UNOWAS. Par ailleurs, ils ont lancé un appel afin que les autorités compétentes organisent enfin le sommet conjoint CEEAC-CEDEAO convenu depuis 2014 pour développer une stratégie régionale de lutte contre Boko Haram.

A l'issue des travaux, plusieurs recommandations importantes ont été formulées. Les participants ont notamment souligné la nécessité pour la CEEAC et la CEDEAO de formaliser leur partenariat à travers un mémorandum d'entente.

En étroite collaboration avec le Secrétariat général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

(UNOWAS) et la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'UNOCA a organisé un atelier interrégional du 11 au 13 septembre 2017, dans les locaux de la CEDEAO à Abuja (Nigéria).

L'atelier a favorisé l'échange d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques entre la CEEAC et la CEDEAO dans huit domaines principaux : l'alerte précoce - y compris l'intégration d'indicateurs liés au genre ; soutien à la médiation ; coopération en matière

de sécurité ; prévention des violences électorales ; engagement de la société civile ; intégration régionale ; réformes institutionnelles et

ECCAS - ECOWAS: an interregional workshop in Abuja to strengthen exchanges of experience and good practice

UNOCA collaborated closely with the Secretariat of the Economic Community of Central African States (ECCAS), the United Nations Office for West Africa and the Sahel (UNOWAS) and the Commission of the Economic Community of West African States (ECOWAS), to organize an interregional workshop from 11 to 13 September 2017, at the ECOWAS premises in Abuja (Nigeria).

The workshop primarily facilitated the exchange of information, experiences, good practices and lessons learned between the ECCAS Secretariat and the ECOWAS Commission in eight main areas: early warning - including integrating gender-sensitive indicators; mediation support; security cooperation; preventing elections related violence; civil society engagement; regional integration; institutional reforms and resource mobilization.

This activity brought together 40 staff members from ECCAS and ECOWAS as well as those from UNOCA, UNOWAS, the United Nations Department of Political Affairs/Mediation Support Unit, the United Nations Development Programme UNDP, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) and the West Africa Network for Peacebuilding.



Photos CEDEAO

Key conclusions and outcomes of the Abuja workshop included a call for the signing of a memorandum of understanding between ECCAS and ECOWAS, institutionalization of a quadripartite cooperation between ECCAS, ECOWAS, UNOCA and UNOWAS, and engagement of appropriate authorities towards convening the joint ECCAS-ECOWAS summit on Boko Haram

Key conclusions and outcomes of the workshop included a call for the signing of a memorandum of understanding between ECCAS and ECOWAS, institutionalization of a quadripartite cooperation between ECCAS, ECOWAS, UNOCA and UNOWAS, and engagement of appropriate authorities towards convening the joint ECCAS-ECOWAS summit on Boko Haram.

Alerte précoce et prévention des conflits : enjeux d'une coopération soutenue entre la CEEAC et la société civile



Le Secrétaire Général de la CEEAC a rappelé que la « coopération et la collaboration entre la CEEAC et les organisations de la société civile existent depuis la relance de l'institution en 1999 dans divers domaines, dont celui de la paix et de la sécurité dans le cadre du protocole relatif au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique centrale (COPAX) »

Le « renforcement de la coopération entre la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) et la société civile en matière d'alerte précoce et de prévention des conflits en Afrique centrale » était au centre d'un atelier sous-régional du 31 juillet au 1er août à Libreville. Conjointement organisé par la CEEAC et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), il a regroupé une cinquantaine de participants venus de tous les pays de la sous-région. Objectif général : engager des discussions fécondes sur « les voies et moyens de créer un partenariat crédible et durable en matière d'alerte rapide et de prévention des conflits, dans le cadre du Mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (MARAC) de la CEEAC ».

Collaboration active avec les citoyens

En rappelant cet enjeu majeur lors de l'ouverture officielle des travaux, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de l'UNOCA, a aussi évoqué l'importance de la présence du Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP - West Africa Network for Peacebuilding) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ainsi que celle de plusieurs autres organisations du Système des Nations Unies, y compris le Bureau de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), le Bureau de l'Envoyé spécial pour les Grands Lacs, etc. M. François Lounçény Fall a souligné que les interactions et le partage d'expériences avec ces entités, ainsi qu'avec la CEEAC et les représentants de la société civile d'Afrique centrale, permettront « d'identifier des stratégies concrètes et pratiques pour le renforcement de la contribution de la société civile au MARAC ».

« L'engagement de la société civile comme actrice et partenaire principale pourrait faciliter l'opérationnalisation effective du MARAC de diverses manières, notamment en matière de veille et de collecte d'informations ainsi que dans le développement des capacités locales pour prévenir et s'attaquer aux causes pro-

fondes des conflits », a précisé le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de l'UNOCA, insistant par ailleurs sur la nécessité d'une collaboration active avec tous les citoyens. « Les femmes, les hommes, les jeunes, les médias, les organisations religieuses et les acteurs communautaires, ont tous des contributions potentielles à apporter à la prévention des conflits », a-t-il souligné.

Pour sa part, le Secrétaire Général de la CEEAC a rappelé que la « coopération et la collaboration entre la CEEAC et les organisations de la société civile existent depuis la relance de l'institution en 1999 dans divers domaines, dont celui de la paix et de la sécurité dans le cadre du protocole relatif au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique centrale (COPAX) ». Il a aussi précisé que la 14e Conférence ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC tenue à Kinshasa en 2009 avait réaffirmé la nécessité d'une synergie entre la CEEAC et la société civile. M. Ahmad Allam-Mi a éclairé l'opinion sur les

actions entreprises dans ce sens, y compris dans le cadre du soutien au travail du MARAC. Il a salué cette dynamique, en reconnaissant que des « efforts supplémentaires restent à faire pour une participation active de la société civile dans le processus de construction de la Communauté en vue de passer de la Communauté des États à la Communauté des Peuples ».

Dans cette perspective, et en attendant la réforme institutionnelle en cours à la CEEAC, M. Ahmad Allam-Mi a révélé qu'à court terme, l'organisation sous-régionale finalisera un « Document cadre formel devant régir la collaboration entre le Secrétariat Général de la CEEAC et la société civile ».

« Les femmes, les hommes, les jeunes, les médias, les organisations religieuses et les acteurs communautaires, ont tous des contributions potentielles à apporter à la prévention des conflits », selon le Chef de l'UNOCA.



Afrique centrale : le Représentant spécial rappelle la nécessité d'inclure les femmes dans les processus de paix



Du 2 au 4 août 2017, le siège de l'UNOCA a abrité un atelier sous-régional sur « l'intégration de la dimension Genre dans l'alerte précoce et la prévention des conflits en Afrique centrale ». Les participants (une vingtaine) réunis à cette occasion ont essentiellement discuté des questions liées à l'égalité hommes/femmes. Ils ont aussi et surtout réfléchi sur les voies et moyens de renforcer les capacités du Secrétariat Général de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) dans ce domaine. A cet égard, l'expérience de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a été sollicitée, en particulier en ce qui concerne la prise en compte des enjeux relatifs à l'égalité des sexes dans le Réseau de l'alerte précoce de la CEDEAO (ECOWARN). L'expertise d'ONU-Femmes a enrichi les échanges interactifs auxquels ont contribué les représentants de plusieurs Ministères en charge

des questions liées au Genre venus de certains pays d'Afrique centrale.

« L'égalité des sexes, l'autonomi-

général António Guterres, qui attache une très grande importance à ces enjeux, s'est engagé à assurer une participation



sation de la femme et la prévention sont au centre de tous les piliers des Nations Unies », a souligné le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de l'UNOCA dans son allocution d'ouverture des travaux. M. François Louncény Fall a rappelé que le Secrétaire

active des femmes à tous les niveaux. Il a précisé que plusieurs instruments régionaux et internationaux, y compris les résolutions du Conseil de sécurité, reconnaissent le rôle crucial que jouent les femmes dans la recherche des solutions aux problèmes et leurs contributions significatives dans la

prévention, la résolution et la gestion des conflits. D'où la nécessité impérieuse de les inclure dans les processus de paix. M. Fall a insisté sur cet aspect en indiquant que « la société civile est une ressource immense pour l'alerte précoce et la prévention des conflits ». Il a cité le modèle des Salles de veille des femmes (Women's situation rooms) - utilisé pour détecter et atténuer la violence électorale dans de nombreux pays en Afrique -, en soulignant qu'il « pourrait fournir des indicateurs de Genre très utiles à nos efforts en matière d'alerte précoce et de prévention des conflits liés aux processus électoraux ». Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de l'UNOCA a exprimé le vœu que le Mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (MARAC) de la CEEAC tire le plus grand profit de cet atelier. Il a notamment plaidé pour que le MARAC mette en place des « stratégies permettant de consulter et d'impliquer les femmes, tant au niveau national que sous-régional, afin de pleinement les utiliser comme ressource pour une prévention efficace des conflits ». Les recommandations de l'atelier ont tenu compte de ce plaidoyer. L'UNOCA a réitéré sa disponibilité à continuer à apporter l'appui nécessaire afin de permettre à la CEEAC d'atteindre ses objectifs dans ce vaste chantier stratégique.

L'atelier abrité par le siège de l'UNOCA se tenait 24 heures après une activité similaire consacrée au « renforcement de la coopération entre la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) et la société civile en matière d'alerte précoce et de prévention des conflits en Afrique centrale ». Il fait partie d'une série de projets prévus dans le plan d'action commun établi entre la CEEAC et l'UNOCA. Ce plan a été mis à jour lors d'une retraite conjointe organisée du 20 au 21 juillet à Akouango village, au Nord de Libreville.



Afrique centrale : mise en place d'un Réseau des femmes des médias pour la paix et la sécurité

La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et la plateforme des Femmes éditrices pour la Paix et la Sécurité en Afrique centrale (FEPPSAC) ont co-organisé, du 29 au 31 août 2017 à Yaoundé, un atelier sur le thème « pour une coopération dynamique en faveur de la paix et la sécurité entre la CEEAC et les femmes des médias ».

Cette importante rencontre, qui a bénéficié du soutien technique et financier du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), a permis de faire le point sur l'implication des femmes dans les processus de paix en Afrique centrale, dix-sept ans après l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les Femmes, la Paix et la Sécurité. Au-delà de la nécessité d'intensifier le plaidoyer en faveur de la mise en œuvre effective de cette résolution, la trentaine de participantes mobilisée a mis en lumière les outils et les bonnes pratiques en matière de communication, d'information et de sensibilisation dans ce domaine.

Pour mieux agir et fédérer les synergies en faveur de cette cause, elles ont décidé de la création d'un Réseau régional des femmes des médias pour la paix et la sécurité en Afrique centrale. Outre les membres de la FEPPSAC (créée en novembre en novembre 2016), il est ouvert à toutes les autres plateformes, associations professionnelles ou journalistes adhérant aux valeurs et à la vision du Réseau. L'un des enjeux est de disposer d'un regroupement efficace composé de femmes de médias pouvant non



seulement contribuer à l'animation des différents supports de communication du Réseau, mais aussi de promouvoir, dans leurs organes de presse respectifs, la participation des femmes dans la recherche et la consolidation de la paix. Il en est de même en ce qui concerne l'implication systématique des femmes dans tous les processus de négociation et médiation, y compris dans les phases post conflits.

Les femmes de médias réunies pendant trois jours dans la capitale camerounaise ont adopté un plan d'action et une Déclaration dite de Yaoundé (voir page suivante) qui détaillent les priorités du Réseau. Le lancement d'un magazine (semestriel) et d'un site internet ainsi qu'un programme de renforcement des capacités en font partie. Les participantes ont remercié l'UNOCA et la CEEAC pour leur appui, tout en exprimant

Les femmes de médias réunies pendant trois jours dans la capitale camerounaise ont adopté un plan d'action et une Déclaration dite de Yaoundé qui détaillent les priorités du Réseau. Le lancement d'un magazine et d'un site internet ainsi qu'un programme de renforcement des capacités en font partie. Les participantes ont remercié l'UNOCA et la CEEAC pour leur appui, tout en exprimant le vœu que les deux institutions continuent de soutenir les activités du réseau.

le vœu que les deux institutions continuent de soutenir les activités du réseau. Une équipe provisoire de coordination pilotée par Mme Melissa Bendome (Gabon) a été

mise en place. En dehors du Gabon, neuf autres pays de l'Afrique centrale étaient représentés à l'atelier de Yaoundé : Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Congo, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Rwanda et Tchad.

L'atelier a été facilité par des experts d'horizons divers, y compris des universitaires chevronnés, des représentants du Ministère camerounais des Relations extérieures, de la CEEAC, de l'UNESCO et de l'UNOCA ainsi que des responsables d'ONG spécialisées dans la promotion de la Femme, notamment *Women's International League for Peace and Freedom (WILPF Cameroon)*. Un Mémoire d'entente a été du reste signé entre cette organisation non gouvernementale et le Réseau régional des femmes des médias pour la paix et la sécurité en Afrique centrale.



RSCE : visite de travail fructueuse à Libreville du 12 au 14 septembre

Des collègues du Centre de services régionaux des Nations Unies Entebbe (RSCE) ont effectué une mission à Libreville du 12 au 14 septembre. Durant cette visite de travail organisée par notre Service d'appui à la Mission, ils ont échangé avec tous les fonctionnaires nationaux et internationaux de l'UNOCA, auquel RSCE apporte une assistance à distance sur le plan administratif et financier, y compris sur les questions liées aux droits et avantages des employés. Les rencontres avec le Représentant spécial et toutes les autres composantes du bureau ont permis de mieux comprendre les mécanismes de fonctionnement ainsi que les contraintes de ce Centre onusien, qui gère des dossiers de pas moins de 20 400 membres du personnel issus d'une vingtaine de bureaux à travers l'Afrique.

Ces interactions ont été appréciées par le staff très satisfait par le contenu des discussions avec l'équipe venue d'Entebbe (Ouganda). Cette équipe, conduite par Josef Salani (Responsable administratif principal), était en outre composée d'Evelyn Addero (Responsable des Ressources humaines) et Geethan Bandara (Responsable des voyages).

Ils ont quitté la capitale gabonaise avec le sourire ... et des précieux souvenirs de l'UNOCA.



Durant leur visite de travail, les collègues d'Entebbe ont échangé avec tous les fonctionnaires nationaux et internationaux de l'UNOCA, auquel RSCE apporte une assistance à distance sur le plan administratif et financier, y compris sur les questions liées aux droits et avantages des employés.



Promotion : Garde-à-vous au futur Général Abdel Madjid Youssouf Brahim



Le 15 septembre, l'annexe de la salle de conférences a servi de cadre à une cérémonie organisée en l'honneur de notre collègue Abdel Madjid Youssouf Brahim (Conseiller militaire), promu au grade de Colonel de l'armée tchadienne. Un moment chargé d'émotion pour l'officier supérieur et pour l'ensemble du personnel mobilisé pour l'heureuse circonstance. Le Colonel a eu droit des chaleureuses félicitations. Le Représentant Spécial/Chef de l'UNOCA a salué cet avancement mérité, dernière étape avant le sacre suprême. Garde-à-vous au futur Général !



Sécurité des ressources naturelles : le Colonel Abdel Madjid Youssouf était à la conférence de Ndjamen



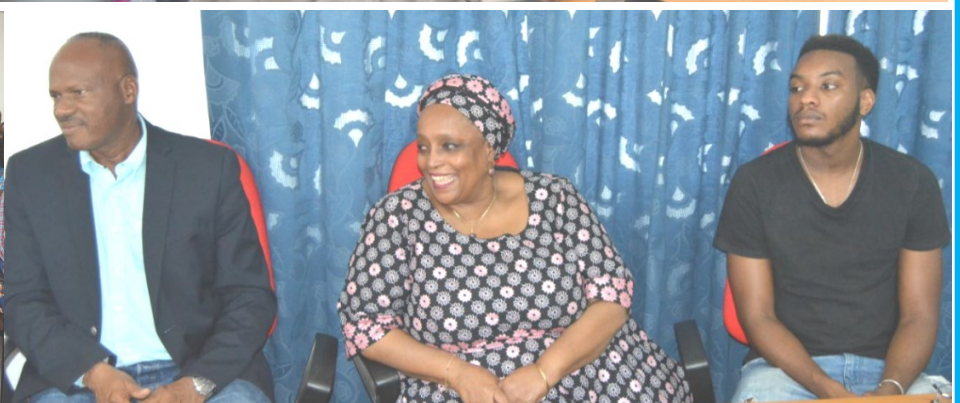
Le Colonel Abdel Madjid Youssouf Brahim, Conseiller Militaire/UNOCA, a participé à la réunion des experts tenue du 25 au 26 juillet 2017 à Ndjamen (Tchad) en prélude à la Conférence des ministres de la CEEAC sur la sécurité des ressources naturelles, les conflits homme/faune et les conflits liés à l'utilisation des terres en Afrique centrale. Ce segment ministériel, qui a eu lieu du 27 au 28 juillet 2017 (à huis-clos), a été sanctionné par une Déclaration et un communiqué final dans lesquels les pays de la sous-région s'engagent à prendre des mesures nécessaires pour renforcer la l'équilibre et la protection de l'écosystème.

RETRAITE : cérémonie émouvante et mémorable pour le départ de Mme Pétrus-Barry

La salle de conférences de l'UNOCA a accueilli l'ensemble du personnel du Système des Nations le 18 août à l'occasion de la cérémonie organisée par le PNUD pour dire au revoir à Madame Marie-Evelyne Pétrus-Barry, Coordinatrice résidente et Représentante résidente du PNUD au Gabon. Un moment chargé d'émotions, qui a permis de retracer, à travers un documentaire et des témoignages, plus de quatre années au service des Nations Unies et du pays hôte. « Elle a su, de manière exemplaire, coordonner l'équipe de sorte à mieux harmoniser les actions de soutien au Gabon », résume Dr. Boureima Hama Sambo, Représentant résident de l'OMS au Gabon. Dans le documentaire, cet éloge est partagé par plusieurs autres chefs d'Agences, notamment M. Jacques Boyer (UNICEF) et Dr. Mamadou Kante (FNUAP).

Lors de la cérémonie du 18 août, ses collègues Vincenzo Fazzino (UNESCO), Hélder Muteia (FAO), Françoise Ndayishimiye (ONUSIDA) ainsi que plusieurs collègues ont aussi tenu à saluer les actions et l'humilité de Mme Petrus-Barry. M. Anatole Ayissi, Chef de Cabinet/UNOCA, y a ajouté sa voix et ses mots sympathiques, magnifiant au passage la bonne collaboration entre le Bureau de la Coordinatrice résidente et l'UNOCA.

Avant le cocktail qui a ponctué cet événement convivial, Mme Petrus-Barry, qui était accompagnée par son fils et son époux, a eu droit à quelques souvenirs. Elle a remercié les uns et les autres pour leur présence massive ainsi que pour leurs marques de reconnaissance et leur solidarité agissante. Elle a aussi exprimé le vœu que son successeur bénéficie du même soutien. Le message a été bien entendu au regard des interactions entre M. Stephen Jackson et l'ensemble du système des Nations Unies au Gabon. Il a officiellement pris les fonctions de Coordonnateur résident et Représentant résident du PNUD le 1^{er} septembre 2017 (voir page suivante).



Stephen Jackson : le nouveau Coordonnateur résident du Système des Nations Unies est en poste

M. Stephen Jackson, de nationalité irlandaise, est, depuis le 1er septembre, le nouveau Coordonnateur résident du Système des Nations Unies et Représentant résident du PNUD au Gabon. Avant sa nomination à ce poste, il était Chef de la Planification des Politiques et des Conseils pour le Département des Affaires politiques des Nations Unies (DPA) à New York (entre 2015 et 2017), après avoir été Chef d'équipe de l'Unité de soutien à la médiation au sein du même Département (DPA) de 2013 à 2014. Il avait aussi assumé les fonctions de Chef du Secrétariat du Groupe consultatif d'experts chargé de l'examen du dispositif de consolidation de la paix (2015).

M. Stephen Jackson a aussi une importante expérience en Afrique. Il a été Chef de Cabinet du Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB) de 2008 à 2010. Auparavant, il avait également travaillé à la MONUSCO, notamment comme Conseiller Senior du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général en République démocratique du Congo entre 2006 et 2010. Par ailleurs, il a été, entre autres, Directeur / Représentant Pays de *Trócaire Irish Humanitarian Relief* au Rwanda et en Angola (1994-1996). Il faut rappeler qu'il a entamé sa carrière comme agent humanitaire avec Catholic Relief Services en Somalie et au Rwanda (1992-1993).

M. Jackson est détenteur d'un Doctorat en Anthropologie Culturelle, d'un Master en Administration publique de l'Université de Princeton, et d'un Bachelor en Mathématiques de la Trinity College de Dublin. Il est polyglotte, parlant couramment le Français, l'Anglais, le Portugais et l'Arabe de niveau intermédiaire.

Plus d'information : <http://www.ga.unodp.org>



ARRET SUR IMAGES

TOURNOI DE LA PAIX - EXPOSITION : PROLONGATIONS EN PHOTOS...



INTERFACE
Echos du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA - Bulletin mensuel d'information

Une publication de l'Unité de l'Information publique

Conception - Rédaction - Mise en page : Norbert N. Ouendji

Contact éditorial : Tél. Bur. + (241) 01 44 47 16 | Mobile : + (241) 05 72 23 23

Courrier électronique : ouendji@un.org - piounoca@un.org

Site internet : <http://unoca.unmissions.org>

Compte officiel twitter : twitter.com/UNOCA_NEWS

Adresse postale : B.P : 23773 Libreville, Gabon